

E. VARGA

Autocritique

CONTRE LA TENDANCE RÉFORMISTE
DANS LES OUVRAGES SUR
L'IMPÉRIALISME

1949

Source : *La Nouvelle Critique*, n°8, supplément juillet – août 1949, pp. 97-112.

Traduction de *Voprosy ekonomiki*, 1949, n° 3, pp. 79-88

[Présentation des éditeurs de 1949]

Il y a maintenant deux ans, les 7, 14 et 31 mai 1947, a eu lieu en Union Soviétique un grand débat consacré au dernier ouvrage de l'économiste soviétique E. Varga : « Les changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la deuxième guerre mondiale ». De nombreux académiciens, membres correspondants de l'Académie des Sciences de l'U.R. S. S., des professeurs des Hautes Ecoles de Moscou y participèrent largement.

Parallèlement une critique générale de nombreux ouvrages et articles d'économistes soviétiques, Enventov, Rubinstein, Smith, Vichnev, etc... a montré que les erreurs de Varga étaient partagées par un collectif de travailleurs des questions d'économie.

La discussion se poursuit, longue et approfondie, se référant principalement à l'ouvrage de Varga. Cet ouvrage se proposait en effet l'étude des problèmes décisifs du capitalisme actuel, la généralisation théorique des changements survenus dans son évolution pendant et après la deuxième guerre mondiale.

« L'ouvrage de l'Académicien Varga contient une documentation très riche, qui apporte un grand nombre de généralisations théoriques. » (Gladkov.)

Il n'en est pas moins vrai que des erreurs, tant de méthode que sur le fond même de certaines thèses, figuraient dans ce livre. Varga refusa longtemps de les reconnaître. Au terme du premier débat, il déclara :

« Si vous me demandez si j'estime nécessaire de modifier une thèse quelle qu'elle soit un an et demi après (excepté la manière de traiter le problème du caractère de la démocratie populaire), je vous répondrai : Non, camarades ! »

Aujourd'hui cependant Varga effectue son autocritique. C'est elle que nous présentons au lecteur. Varga embrassant l'ensemble des critiques à lui adressées, nous ne pensons pas utile d'alourdir cette présentation en les énumérant : le lecteur recevra toutes précisions du texte de Varga lui-même.

LA NOUVELLE CRITIQUE.

Autocritique

CONTRE LA TENDANCE RÉFORMISTE DANS LES OUVRAGES SUR L'IMPÉRIALISME

COMME on le sait, mon livre « *Les modifications de l'économie capitaliste après la seconde guerre mondiale* », de même qu'une série d'autres ouvrages de l'ancien Institut d'Economie et de Politique Mondiales, ouvrages édités après la guerre et dont je suis responsable en ma qualité de dirigeant de cet Institut, ont été soumis à une critique sévère de la presse du Parti et au cours des réunions scientifiques. *Cette critique était indispensable et juste. Ma faute est de n'avoir pas reconnu immédiatement le bien-fondé de cette critique*, comme l'ont fait mes autres camarades. Mais mieux vaut tard que jamais.

Ce qui est grave, ce n'est pas que des erreurs aient été découvertes dans mon livre, c'est le caractère de ces erreurs. Il est certes difficile d'éviter toute erreur dans un livre où l'on tente pour la première fois d'analyser seul un problème aussi complexe que celui de l'influence de la seconde guerre mondiale sur l'économie capitaliste. Mais ce qui est grave, comme l'ont fait remarquer les critiques avec raison, c'est que ces *erreurs forment toute une chaîne dont la tendance est réformiste* et qui constituent un écart par rapport à l'appréciation léniniste-stalinienne de l'impérialisme contemporain.

Il est inutile de préciser que les erreurs de tendance réformiste constituent également des erreurs de tendance *cosmopolite*, parce qu'elles embellissent le capitalisme.

Or, toute erreur réformiste, toute atteinte portée à la pureté de la doctrine marxiste-léniniste, est particulièrement dangereuse dans la situation historique actuelle.

L'AGGRAVATION de la crise générale du capitalisme a eu pour conséquence ce fait que dans la lutte contre les travailleurs, dans la lutte contre le communisme et sa citadelle, l'Union Soviétique, la bourgeoisie s'appuie de plus en plus sur les réformistes. C'est une collaboration étroite entre les réformistes et la bourgeoisie qui existe dans tous les pays capitalistes. Il ne se passe pas un jour que les réformistes ne rendent quelque service à la bourgeoisie, qu'ils ne commettent une trahison des intérêts des travailleurs (tentatives de scission de la Fédération Syndicale Mondiale, propagande en faveur du « Plan Marshall » et du Pacte Nord-Atlantique, calomnies contre l'Union Soviétique, etc...).

Dans des pays tels que l'Angleterre, les pays Scandinaves, l'Australie, les réformistes sont « au pouvoir ». Cela signifie que la bourgeoisie a confié directement aux traîtres à la classe ouvrière la sauvegarde de sa domination de classe, et la défense de ses intérêts de classe ; dans une série d'autres pays, les réformistes participent aux gouvernements de coalition à côté des partis bourgeois ; et en Grèce ils collaborent même avec les bourreaux fascistes des ouvriers.

Afin de tromper les ouvriers, les réformistes proclament que, se trouvant « au pouvoir », ils transforment l'Etat bourgeois en instrument de la classe ouvrière et qu'ils parviendront ainsi au socialisme sans révolution, par des réformes pacifiques. Cette dangereuse duperie contre-révolutionnaire peut être dénoncée et liquidée par une exposition conséquente de la doctrine marxiste-léniniste du caractère de classe de l'Etat bourgeois, le fait que la personnalité qui est à la tête de cet Etat soit un ministre bourgeois ou un ministre « socialiste » ne changeant rien à ce caractère.

Les différentes erreurs de tendance réformiste concernant l'Etat bourgeois qui se trouvent malheureusement dans mon livre (indépendamment de la volonté de l'auteur), constituent indiscutablement un *soutien de la tentative réformiste contre-révolutionnaire de duper la classe ouvrière, et apportent par là-même, un appui à la bourgeoisie.*

Ces erreurs sont particulièrement dangereuses à l'époque actuelle, non seulement pour les travailleurs des pays capitalistes, mais également pour ceux des pays de démocratie populaire.

Des centaines de milliers d'ouvriers sociaux-démocrates et des centaines de dirigeants de gauche de la social-démocratie de ces pays sont passés un à un au Parti Communiste ou bien se sont joints collectivement aux Partis Communistes avec le désir sincère de devenir de véritables communistes révolutionnaires. Mais cela exige d'eux l'abandon total de l'idéologie réformiste dans laquelle ils ont été élevés, cela exige une rééducation fondée sur les principes marxistes-léninistes. Pour des hommes qui ont été éduqués pendant des dizaines d'années dans l'idéologie réformiste, cela constitue une tâche difficile ; et dans ce domaine, le danger des récidives réformistes demeure pour un certain temps. Nos partis frères ont besoin et attendent des travailleurs scientifiques de l'Union Soviétique une aide dans la lutte contre l'idéologie réformiste. Si (comme ce fut mon cas) des erreurs de tendance réformiste se glissent dans nos ouvrages, il en résulte que non seulement nous n'apportons aucune aide à nos Partis frères, mais encore que nous les gênons dans l'important travail de rééducation des nouveaux membres du Parti, hier sociaux-démocrates.

A cet égard, je veux encore souligner le fait suivant :

Les livres franchement réformistes sont moins nuisibles dans ce domaine, leur action peut être neutralisée plus facilement que celle d'un livre semblable au mien, dans lequel les erreurs de tendance réformiste sont plus ou moins dissimulées et sont pour cette raison plus difficiles à déceler et à corriger¹.

Les erreurs décelées dans mon livre par la critique ont une importance d'autant plus grande qu'elles concernent pour la plupart l'appréciation du rôle et du caractère de l'Etat bourgeois à l'époque présente ou dans le passé récent.

C'est un fait connu que la question de l'appréciation de l'Etat bourgeois a été pendant plus d'un demi-siècle un des points essentiels sur lesquels se divisaient les marxistes bolchéviks

¹ Il convient de remarquer qu'après la parution de mon livre, un article critique est paru en hongrois dans l'organe central théorique du Parti hongrois, dont le contenu coïncide entièrement avec les articles critiques publiés dans la presse de notre parti.

révolutionnaires et les réformistes contre-révolutionnaires. Partout et toujours, dans la « *Critique du programme de Gotha* », dans l'analyse de la Commune de Paris, dans « *Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* », dans « *L'anti-Dühring* », etc..., de même que dans leurs lettres, Marx et Engels soulignent que l'Etat bourgeois est l'instrument de la domination de classe des capitalistes, l'instrument de l'oppression des travailleurs. Jugement que les réformistes, eux, dissimulent, passent sous silence et dénaturent.

Lénine a consacré un de ses plus brillants ouvrages polémiques, « *L'Etat et la Révolution* », à la lutte contre le réformisme. Il écrivait dans sa préface :

« Nous examinerons d'abord la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, et nous nous arrêterons plus particulièrement aux aspects de cette doctrine qui ont été oubliés ou que l'opportunisme a dénaturés. » (Lénine « *Œuvres choisies* », tome II, p. 162.)

Lorsque Lénine et Staline, se basant sur les nombreuses indications de Marx et Engels, ont élaboré une doctrine de l'Etat, ils ont particulièrement souligné qu'à l'époque de l'impérialisme, l'Etat des pays impérialistes est aux mains de l'oligarchie financière un instrument qui lui sert à piller les travailleurs.

COMMENT a-t-il pu se faire que malgré ma connaissance de la théorie de l'Etat élaborée par Lénine et Staline, seule théorie juste, et théorie connue de tous les marxistes, des erreurs de tendance réformiste sur la question du rôle de l'Etat dans l'économie de guerre aient pu s'infiltrer dans mon livre ?

L'origine, le point de départ de ces erreurs, comme l'ont indiqué avec juste raison mes critiques, *c'est la méthode erronée qui consiste à détacher l'économie de la politique*, la tentative de représenter les modifications dans l'économie du capitalisme d'une manière « purement économique », sans tenir compte de leur liaison avec la politique ; c'est l'abandon de la méthode dialectique marxiste-léniniste, méthode qui exige l'étude complète de tous les phénomènes analysés dans leur interdépendance.

L'économie, c'est les rapports entre les classes. La lutte des classes forme le contenu essentiel de la politique dans toute société de classe. La politique, c'est l'économie concentrée. Si l'on tente d'analyser l'économie du capitalisme « en dehors de la politique » (ce qui a été mon cas et celui d'autres auteurs de l'ancien Institut d'Economie et de Politique Mondiales), cet abandon de la méthode marxiste-léniniste conduit inévitablement, et contre la volonté de l'auteur, à des erreurs de tendance réformiste.

La position méthodologique qui consiste à exclure la politique de l'analyse du rapport et de la lutte des classes, constitue l'erreur fatale qui a conduit à une appréciation fautive du rôle de l'Etat dans l'économie de guerre, à l'affirmation erronée sur « *le rôle décisif de l'Etat* » dans l'économie de guerre. Si l'on examine le rôle de l'Etat dans l'économie de guerre capitaliste d'un point de vue « purement économique », comme je l'ai fait, on arrive à la déduction erronée que dans « l'Etat », analysé en dehors d'une position de classe, le rôle décisif n'est pas joué par l'oligarchie financière qui y domine. En faisant une analyse superficielle et « purement économique », au lieu d'une analyse

marxiste-léniniste de classe, on arrive inévitablement à la déduction erronée que dans l'intérêt de la conduite de la guerre, l'Etat intervient contre les intérêts des différents monopoles.

Dans mon livre, je dis de l'Etat bourgeois :

« Son désir d'utiliser le plus rationnellement possible toutes les ressources du pays pour les buts de guerre s'est heurté continuellement aux intérêts privés des différentes entreprises capitalistes, à leur désir de réaliser les plus grands bénéfices possibles. » (p. 10.)

Les critiques qui sont intervenus dans la discussion ont indiqué avec raison que ces affirmations fournissent un prétexte pour reconnaître le caractère « au-dessus des classes » de l'Etat bourgeois.

IL S'ENTEND que je suis loin de nier le caractère de classe de l'Etat bourgeois. Néanmoins il est hors de doute qu'en caractérisant l'Etat contemporain comme « une organisation de la bourgeoisie dans son ensemble », et non pas, comme il l'aurait fallu, comme Etat de l'oligarchie financière, j'ai commis une erreur.

Une méthodologie fautive en son principe a conduit à des erreurs de tendance réformiste, alors que les faits mêmes avaient été exposés d'une façon juste. Je montrais d'une façon concrète (p. 30-31) qu'aussi bien aux Etats-Unis qu'en Angleterre les postes les plus importants de direction de l'économie de guerre étaient partout occupés par les représentants des grands monopoles. J'écrivais :

« Les grands monopoles ont conservé pendant la guerre une influence décisive sur la politique de l'Etat en général et en particulier sur l'activité des organisations économiques militaires à la direction desquelles ils participaient de façon déterminante, étant en fait à leur tête. » (p. 37.)

Mais des faits établis avec justesse, et exposés sans, la méthode marxiste-léniniste et en dehors de leur liaison réciproque, dialectique, s'ils ne sont pas généralisés théoriquement, ne possèdent que peu de valeur du point de vue de la recherche scientifique. Ces faits, et d'autres du même genre, auraient dû être exposés sur la base de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat comme preuve de ce que la fusion de l'appareil d'Etat avec l'oligarchie financière en temps de guerre se renforce, garantissant des superbénéfices aux grands monopoles aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix.

Mes critiques ont également signalé, avec raison, une autre erreur grossière de tendance réformiste sur la question de l'Etat ; à la page 318, j'écrivais :

« *Le rôle de l'Etat sera dans l'avenir encore plus important qu'il ne l'était avant-guerre. La question de la participation plus ou moins grande à l'administration de l'Etat forme le contenu essentiel de la lutte politique entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste : la bourgeoisie et le prolétariat. La polarisation sans cesse croissante de la société bourgeoise, sa division en deux classes opposées, augmentera le poids spécifique du prolétariat. »*

Ces lignes pourraient être approuvées par n'importe quel réformiste. Elles ont été écrites sous le coup de l'impression causée par la participation en 1945, immédiatement après la fin de la guerre, des communistes aux gouvernements de la majorité des pays de l'Europe, non seulement dans les pays de démocratie populaire, mais également en France, en Italie, en Finlande, etc... Elles ont été

écrites dans l'espoir que les communistes de ces pays ayant été l'âme des mouvements de résistance contre les envahisseurs fascistes, ils pourraient, en utilisant leur influence sur les masses, conserver leurs positions au gouvernement, les élargir et conquérir le pouvoir en luttant contre la bourgeoisie.

Cette manière de penser ne tenait pas compte de ce fait décisif que l'appareil d'Etat demeurait bourgeois, que l'appareil d'oppression (armée, police, gendarmerie) demeurait intact. Aussi bien quand les communistes participant aux gouvernements des Etats bourgeois essayèrent de défendre énergiquement les intérêts du prolétariat, c'est-à-dire quand ils tentèrent de modifier le caractère de classe de l'Etat, ils furent évincés de tous les gouvernements bourgeois. Cela a été possible, malgré l'appui apporté par toute la population laborieuse aux communistes, parce qu'en prévision de cette lutte, les autorités d'occupation anglo-américaines avaient désarmés les mouvements de résistance dirigés par les communistes en France, en Italie, etc..., parce qu'ils avaient dissous leurs formations de combat et soutenu avec leurs armées la lutte de la réaction contre les communistes.

C'est tout le contraire qui s'est passé dans les pays de démocratie populaire où les travailleurs ont conservé leurs armes et leur pouvoir dans l'Etat, grâce à l'appui de l'Union Soviétique, tandis que les représentants des classes possédantes étaient exclus du gouvernement au fur et à mesure qu'ils perdaient l'appui du peuple.

LES EVENEMENTS survenus en Europe après la guerre témoignent clairement, une fois de plus, de la justesse de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat, selon laquelle le problème de l'Etat n'est autre que le problème du rapport des forces des classes, problème dont la solution ne peut résulter que de la solution de la lutte des classes.

Malheureusement des erreurs de tendance réformiste se trouvent aussi dans un de mes articles écrits en 1947, à l'occasion du 30^e anniversaire de la grande Révolution Socialiste d'octobre :

« L'Europe bourgeoise — y lit-on — cette patrie du capitalisme, reconnaît elle-même aujourd'hui que le régime social capitaliste a besoin d'une réforme radicale, qu'on ne peut éviter des mesures telles que la nationalisation des branches importantes de la production, le contrôle de l'économie par l'Etat, « la planification de l'économie ».

Cette thèse est évidemment fausse. C'est elle que soutient une partie de la bourgeoisie et surtout ses laquais, les réformistes de tout poil, *uniquement dans le but de tromper les ouvriers*, et pour lutter contre les partis communistes, contre les idées du communisme. Les capitalistes européens les plus intelligents, et surtout leurs laquais réformistes, proclament la nécessité « de réformer radicalement » le capitalisme, de le faire « tendre » vers le socialisme. La raison en est facile à comprendre. Le système capitaliste d'économie a, en l'espace d'une seule génération, précipité l'Europe dans deux guerres mondiales qui ont coûté la vie à des millions de travailleurs, qui ont laissé des centaines de milliers d'aveugles, d'infirmes, d'orphelins, provoqué la famine et les épidémies, tandis que les fournisseurs d'armements se sont enrichis fabuleusement. Ce système est responsable de la barbarie fasciste, des camps de concentration, de la haine raciale et de l'anéantissement de millions d'innocents. Ce système social montre chaque jour avec plus de clarté aux masses qu'il est périmé, qu'il est pourri de fond en comble et qu'il est historiquement condamné.

Il a conduit au chômage massif et au sous-emploi chronique de l'appareil de production. Toutes choses que j'ai formulées à la fin de mon livre en ces termes :

« Au cours du dernier quart de siècle, la guerre mondiale s'est avérée dans les pays capitalistes être l'unique période où les travailleurs trouvent du travail. Il est effrayant de constater que ce fait demeure. Ce n'est que lorsque des millions d'hommes s'entretuaient et d'autres millions d'hommes fabriquaient des armes pour cette tuerie, que la société capitaliste était capable de procurer du travail à tous les ouvriers. Ce fait terrible reste inchangé ! Celles des années du dernier quart de siècle pendant lesquelles les moyens de production du monde capitaliste ont été entièrement mis en œuvre, ont été les années de souffrances les plus effroyables de l'humanité. » (p. 319.)

Il est compréhensible qu'aujourd'hui dans une pareille situation, le capitaliste et son porte-parole, se permettent rarement de défendre *ouvertement* ce système social haï des travailleurs. De telles déclarations conduiraient les ouvriers encore plus rapidement dans le camp du communisme. De là, les grands *mots* sur les réformes radicales du capitalisme pendant *qu'en fait* tous les moyens sont utilisés pour conserver intact le système existant de l'exploitation capitaliste².

Ne pas avoir dit tout cela dans le passage de mon livre cité par les critiques, constitue indiscutablement une importante lacune, un service rendu au réformisme. Comme l'indiquait Lénine dans sa préface à « l'Etat et la Révolution » :

« La lutte pour libérer les masses laborieuses de l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans Une lutte contre les préjugés opportunistes à propos de « l'Etat » (Lénine, « Œuvres choisies », tome II, page 162.)

C'EST DANS le même sens que va mon *appréciation erronée* des nationalisations en Angleterre. Il est évident que la nationalisation des branches importantes de l'économie renforce le capitalisme d'Etat. C'est pourquoi il était faux d'écrire :

« ... La nationalisation bourgeoise signifie aussi un progrès vers une démocratie d'un type nouveau. » (« *Economie mondiale et politique mondiale* », n° 3, 1947, page 5.)

L'erreur vient là aussi de ce qu'on a ignoré la différence de principe qui existe entre le caractère de l'Etat anglais actuel, avec à la tête le gouvernement travailliste, et le caractère de l'Etat des pays de démocratie populaire.

En Angleterre où les travaillistes sont au pouvoir, *l'Etat est un Etat bourgeois*, un Etat du capital monopoliste, dont la fonction essentielle consiste à assurer la domination de classe de la grande bourgeoisie. Il est vrai que, de temps en temps, Shinwell ou Laski prononcent bien des discours démagogiques afin de lier les ouvriers au camp réformiste ; mais l'armée, l'appareil de répression de l'Etat se trouvent dans les mains de la bourgeoisie et sont utilisés contre les travailleurs. De plus, la bourgeoisie jette à l'aristocratie ouvrière des miettes de ses superbénéfices

² A ce sujet, nous voulons rappeler que les fascistes ont aussi fait de la démagogie anticapitaliste et propagé des absurdités sur « le socialisme allemand ». En général, il est difficile aujourd'hui de séparer les réformistes (du genre de Jules Moch) des fascistes.

monopolistes. Elle achète des bureaucrates travaillistes³, occupés dans l'appareil gouvernemental, en leur donnant des salaires élevés. Comme l'a récemment prouvé le procès intenté à un certain nombre d'entre eux, elle les corrompt par de petits cadeaux. Voilà toute la politique éprouvée de la bourgeoisie anglaise.

Pour comprendre à quel point les gros capitalistes anglais sont satisfaits des actes du gouvernement travailliste, il suffit de se reporter aux lignes suivantes, parues dans l'hebdomadaire « radical » *New Statesmen and Nation* du 26 février 1949 :

« Un assez gros industriel, commentant la situation politique, a dit ces jours-ci : « Evidemment nous avons eu des difficultés après la guerre, mais aujourd'hui les ouvriers travaillent bien et tout est rentré dans l'ordre. Comprenez bien que je suis un conservateur convaincu et que je l'ai toujours été. Cependant, maintenant *j'ai peur de penser à ce qui arriverait si les conservateurs venaient au pouvoir.* » (Souligné par Varga.)

Les Etats des démocraties populaires, au contraire, sont les Etats des travailleurs, qui accomplissent les fonctions de la dictature du prolétariat dans l'intérêt de tous les travailleurs et contre la classe des exploités. Dans ces pays, les armées et l'appareil d'Etat sont dans les mains sûres des travailleurs et sont utilisés contre les exploités.

Etant donné le caractère actuel de classe de l'Etat, les nationalisations en Angleterre *ne signifient donc pas* un « progrès vers une démocratie d'un type nouveau ».

Les anciens propriétaires fonciers, les gros monopolistes y sont toujours à la tête de l'administration des branches nationalisées de l'économie nationale. Et ils trouvent évidemment toujours le moyen de placer les entreprises non nationalisées qu'ils possèdent dans les autres branches industrielles dans des conditions avantageuses pour eux, aux dépens des entreprises nationalisées, c'est-à-dire aux dépens de l'Etat.

De grosses indemnités garantissent de plus aux propriétaires des entreprises nationalisées leurs anciens revenus. Ils sont ainsi assurés contre les conséquences de la crise économique qui va bientôt secouer violemment l'Angleterre. Ils n'ont pas à craindre les crises. Leurs revenus leur sont

³ On observe aussi le même tableau aux Etats-Unis. Nous lisons dans une correspondance des Etats-Unis insérée dans la *Zürcher Zeitung* du 21 janvier 1949, organe des gros capitalistes, sous le titre caractéristique : « *Les Nouveaux Maîtres* » :

« Ces dernières années, on rencontre de plus en plus fréquemment dans les couloirs de la Maison Blanche, à Washington, et dans les réceptions ministérielles, un nouveau type d'homme, le leader professionnel. Extérieurement, il ne se distingue en rien de l'homme d'affaires américain moyen...

« Aujourd'hui, le revenu des leaders syndicaux correspond approximativement au revenu d'un homme d'affaires moyen. On peut en dire autant de leur genre de vie...

« L'idéologie de la lutte de classes leur reste étrangère. Ils ont les pieds sur terre et leur tête n'est pas dans les nuages : Ils pensent aux tâches immédiates qu'ils sont appelés à résoudre et ne s'égareront pas à penser à l'avenir. Le leader syndical américain se sent responsable de la prospérité de « son » industrie et de « son » économie ».

Ceci montre clairement que les leaders syndicaux des Etats-Unis sont complètement coupés des ouvriers et étroitement liés à la bourgeoisie. Lewis, dirigeant du syndicat des mineurs, reçoit un salaire annuel de 100 000 dollars ; jusqu'ici, le Président des Etats-Unis recevait des appointements inférieurs.

assurés sur *le dos des contribuables*, c'est-à-dire des travailleurs, et ceci même au cas où les entreprises nationalisées seraient en déficit et où la crise provoquerait la faillite d'un grand nombre d'entreprises privées.

L'APPLICATION inconséquente de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat a conduit également à des erreurs et à des formules vagues dans *l'étude du problème colonial*, et en particulier, à une appréciation erronée de la modification des rapports entre l'Angleterre et l'Inde.

La transformation de l'Inde en deux dominions constitue à vrai dire un compromis entré les classes dominantes de l'Angleterre et celles de l'Inde. La bourgeoisie de l'Inde, en alliance étroite avec les propriétaires féodaux, a trahi la cause de libération nationale de l'Inde afin de sauvegarder, dans le cadre de l'Empire britannique, la domination de classe qu'elle exerce sur les millions d'ouvriers et de paysans de l'Inde. La bourgeoisie anglaise, elle, a renoncé à exercer *directement* le pouvoir par l'intermédiaire de ses armées d'occupation pour conserver ses capitaux et ses autres positions économiques et pour continuer à l'avenir de participer à l'exploitation des travailleurs hindous.

Or j'ai donné dans mon livre une appréciation erronée des rapports financiers entre l'Angleterre et l'Inde. J'écrivais :

« La transformation de l'Inde de débiteur en créancier de l'Angleterre signifie un changement important dans les rapports économiques de ces deux pays et, qui plus est, un changement en faveur de l'Inde. Cette nouvelle situation financière de l'Inde a été payée de lourds sacrifices de la population laborieuse dont le niveau de vie s'est brutalement abaissé ; dans certaines provinces, au Bengale, par exemple, la population a littéralement souffert de la famine. »

En réalité, l'Inde est-elle devenue créancière de l'Angleterre ? Si nous examinons cette question mécaniquement, en comptable, cela est indiscutable. L'Angleterre doit à l'Inde une somme supérieure au montant des investissements de capitaux anglais. Mais si nous posons la question « lequel de ces deux pays exploite l'autre ? », il devient alors évident que ce n'est pas la plus-value produite en Angleterre qui passe aux Indes, mais le contraire ; et bien que l'Inde soit créancière, elle continue de payer chaque année, d'importantes sommes à l'Angleterre. Cela est facile à comprendre : les créances de l'Inde (et du Pakistan) envers l'Angleterre sont constituées en grande majorité par des actions d'Etat, sans intérêts, tandis que le capital anglais placé aux Indes est formé, lui, en majeure partie d'investissements directs et donne des bénéfices qui dépassent de loin le taux moyen, ceci grâce à une exploitation forcée. Quant au montant des capitaux, l'Inde est créancière de l'Angleterre, mais quant au *montant des revenus*, c'est l'Angleterre qui continue à exploiter l'Inde.

Il est évident que les investissements de capitaux anglais aux Indes garantissent là à l'Angleterre des positions économiques et politiques très solides, d'autant plus que l'Etat anglais décide lui-même de la date, des montants et des conditions dans lesquels il « s'acquitte » de ses dettes envers l'Inde. Certains hommes politiques anglais sont bien partisans de faire cesser les remboursements dus par l'Angleterre aux Indes, sous prétexte que ces dettes ont été contractées pour participer à la défense des Indes. Il est évident que l'Inde ne peut pas *obliger* l'Angleterre à payer, qu'elle ne peut envoyer sa flotte dans les ports anglais et les bombarder, comme l'Angleterre l'a fait

plus d'une fois à l'encontre de ses débiteurs quand ceux-ci ne s'acquittaient pas de leurs dettes à l'échéance fixée. Reste que si l'Angleterre s'engage à régler chaque année quelques dettes⁴ à l'Inde, c'est surtout parce que le refus de s'en acquitter aurait pour conséquence d'intensifier dangereusement la pénétration des capitaux américains aux Indes et d'accroître l'influence américaine dans ce pays.

Reconnaissant mon erreur, je veux néanmoins souligner qu'on ne peut affirmer que « rien » n'a changé dans les rapports entre l'Inde et l'Angleterre. Bien que les positions anglaises soient encore fortes aux Indes (l'Angleterre continue à jouir des tarifs préférentiels dans l'Inde et le Pakistan, et ces deux pays font partie du bloc sterling), le fait demeure que, de colonie occupée par les armées anglaises et gouvernée par des fonctionnaires anglais qu'elle était, l'Inde s'est transformée en semi-colonie, en dominion où la bourgeoisie, ayant trahi, par peur du mouvement ouvrier et paysan, la cause de la lutte de libération nationale en passant un compromis avec l'impérialisme britannique, dispose maintenant de son propre appareil d'oppression. Elle a la possibilité de manœuvrer entre l'Angleterre et les Etats-Unis, et d'utiliser les différends qui existent entre les impérialismes anglais et américains.

En un mot, sans surestimer en aucun cas la transformation de l'Inde de colonie en dominion, il faut néanmoins la considérer comme l'un des *maillons de la chaîne* du processus historique de déclin et de prochaine désintégration de l'Empire Britannique⁵, phénomène historique que nous pouvons observer dès en ce moment. L'indépendance totale de l'Inde, que la bourgeoisie hindoue, par intérêt de classe, a trahie d'une façon honteuse, ce sont, dans un proche avenir historique, les travailleurs de l'Inde, qui l'arracheront sous la direction de la classe ouvrière, et ce sont eux qui mettront fin à la domination des féodaux et des bourgeois hindous, tout aussi bien qu'à celle de leurs protecteurs anglais.

LA METHODE erronée qui consiste à séparer l'analyse économique de l'analyse politique, à diviser de façon non dialectique l'étude du rôle de l'Etat bourgeois dans l'économie de guerre en deux chapitres (un premier chapitre étant consacré à l'économie dirigée en tant que telle, et un second à la démonstration du fait que, malgré cette économie dirigée, il n'y a pas de planification et que l'anarchie de la production demeure) cette méthode qui consiste à ne pas analyser l'aspect politique de la question, a pu donner l'impression que je nie l'action des lois économiques élémentaires du capitalisme dans l'économie de guerre et que j'affirme l'existence d'une économie planifiée en temps de guerre à l'intérieur du système capitaliste. Telle n'était cependant pas mon intention. A la page 35 de mon livre, j'écris :

⁴ Les revues économiques des Indes se plaignent abondamment que l'industrie anglaise ne fournisse pas les machines et les moyens de production commandés par les capitalistes indiens et dont le coût doit être porté au compte courant de l'Inde à Londres.

⁵ L'Impérialisme anglais est de plus en plus évincé par l'impérialisme américain. Il est évincé de la Ruhr, de la Palestine, de la Grèce, etc., le plan américain d'« aide aux régions arriérées » envisage aussi une plus forte pénétration du capital américain dans les colonies des impérialistes européens, et en premier lieu dans celles des Anglais.

« ... appeler l'économie dirigée en temps de guerre « planification de l'économie » ... serait évidemment faux. »

Reste que dans l'ensemble de mon exposé sur cette question, l'indispensable clarté marxiste manque.

Comme il arrive communément lorsqu'on veut défendre les erreurs que l'on a commises, *j'ai encore aggravé* mes erreurs pendant la discussion en affirmant *qu'après* la guerre une sorte de « plan d'Etat » était apparu dans certains pays capitalistes. Je dois reconnaître que toutes mes affirmations quant à la question de la « planification en régime capitaliste » constituent de grands écarts par rapport à ma position de 1935, quand dans mon discours au VII^e congrès de l'Internationale Communiste, j'avais expliqué de la façon suivante l'essence démagogique de la propagande bourgeoise des réformistes sur la « planification en régime capitaliste » :

« Les raisons essentielles en sont : 1) L'impossibilité de résoudre le problème des marchés ; 2) le désir de masquer le pillage de la caisse d'Etat par l'oligarchie financière ; 3) le désir de masquer la réorganisation de l'économie nationale conformément aux besoins de guerre ; 4) l'effort effectué pour freiner le processus de mobilisation révolutionnaire des masses. »

Aujourd'hui, on doit sans aucun doute lutter encore plus énergiquement contre la propagande réformiste mensongère lancée en faveur de « l'économie planifiée », qui est d'ailleurs liée à la campagne menée en faveur du « plan Marshall »⁶.

IL ETAIT encore tout à fait erroné de ma part de donner à la formation des pays de démocratie populaire un caractère uniquement politique et de placer leur analyse dans le deuxième chapitre de mon ouvrage. Le retrait de ces pays du système impérialiste a constitué indiscutablement une des conséquences sociales et économiques les plus importantes de la deuxième guerre mondiale et signifie l'aggravation de la crise générale du capitalisme.

Le point de vue unilatéral, « purement économique » où je me suis placé m'a conduit à une appréciation erronée de la signification du caractère de ce groupe de pays, à savoir que :

« Quelque importante et significative que fut l'apparition d'une économie d'un type nouveau dans ces pays, économie que l'on ne peut appeler capitaliste au sens ancien du mot, le poids spécifique de ces pays dans l'économie capitaliste mondiale, prise dans son ensemble, est relativement peu important et ne modifie pas, pour le moment, l'essentiel des perspectives générales du développement du capitalisme dans son ensemble. »

Cette appréciation est fautive et sans fondement. Il est erroné de considérer ces Etats comme des Etats capitalistes, même autrement que dans « le sens ancien de ce mot », car ils suivent indiscutablement un processus qui les conduira rapidement vers le socialisme, il était faux d'affirmer (comme je l'avais déjà reconnu au cours de la discussion) que le capitalisme d'Etat domine dans ces pays, et particulièrement de les qualifier, en se fondant uniquement sur des considérations

⁶ Les monopolistes américains qui parlent de la « liberté d'entreprise » qui règne dans leurs pays n'en exigent pas moins des pays d'Europe occidentale la planification de leur économie dans l'intérêt de l'oligarchie financière américaine,

économiques et statistiques, de pays « relativement peu importants ». La formation des Etats de démocratie populaire, leur épanouissement économique et leur rapide développement socialiste, basés sur l'aide et l'expérience de l'Union Soviétique, l'existence d'un régime remplissant les fonctions de la dictature du prolétariat, revêtent une grande importance. La façon non dialectique, « purement économique », d'aborder l'étude, l'oubli de l'indication du camarade Staline sur la nécessité de s'orienter sur ce qui est neuf et en développement, m'ont empêché d'apprécier alors de façon juste le caractère et l'importance des pays de démocratie populaire.

Le fait de séparer l'économie de la politique m'a également conduit à un autre genre d'erreurs, à savoir l'étude unilatérale du rôle des ouvriers dans l'économie de guerre, c'est-à-dire uniquement comme facteur de production et en dehors de la lutte de classes ; à négliger la lutte entre les deux systèmes et à affirmer à tort que cette lutte avait « momentanément cessé » pendant la guerre à l'intérieur du camp démocratique ; à apprécier de façon erronée des conséquences de la réforme agraire dans les pays de démocratie populaire, conséquences sur lesquelles je ne peux m'arrêter séparément.

Le fait que par l'utilisation d'une méthode erronée de recherche, l'étude de l'aggravation de la crise générale du capitalisme n'ait pas été traitée dans mon livre, est très important. Cela doit donner inévitablement au lecteur l'impression que la guerre mondiale n'a pas eu d'influence sur l'aggravation de cette crise. Certes, il est évident que l'on ne peut étudier tous les problèmes dans un seul livre. *Cependant, le fait que le problème de la crise générale du capitalisme n'ait pas été étudié, constitue une grave lacune.*

Il est certain que le fait que j'ai mis longtemps à reconnaître mes erreurs a porté préjudice à nos économistes, qu'il les a obligé à revenir sur des problèmes résolus depuis longtemps d'une façon juste par le marxisme-léninisme. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que ce fait a donné la possibilité aux fauteurs de guerre d'affirmer mensongèrement que j'étais un homme « à orientation occidentale », ce qui signifierait que je suis un contre-révolutionnaire, un traître à la classe ouvrière.

Reconnaître franchement ses erreurs, en étudier attentivement la cause pour ne pas les renouveler — telle était la seule attitude que Lénine considérait juste, aussi bien pour les partis communistes dans leur ensemble que pour les camarades pris individuellement.

Dans son ouvrage d'une valeur théorique décisive, « *La maladie infantile du communisme* », Lénine écrivait :

« Ce qui se rapporte aux individus est applicable — avec les modifications correspondantes — à la politique et aux partis. Ce n'est pas celui qui ne commet pas d'erreurs qui est intelligent. Il n'existe pas et ne peut exister d'hommes de ce genre.

Est intelligent celui qui commet de petites erreurs et qui sait les réparer facilement et rapidement. »

Il est indiscutable que je n'ai pas agi là intelligemment.

Les erreurs décelées dans les autres ouvrages de l'Institut d'Economie et de Politique Mondiales, ouvrages écrits pendant la guerre, sont des erreurs du même genre. Leurs auteurs ont travaillé sous ma direction, et en tant que dirigeant, j'en porte l'entière responsabilité.

Il est évident que les erreurs commises doivent me servir de leçon. L'étude des problèmes politiques que je comptais effectuer dans un deuxième volume de mon ouvrage, est aujourd'hui irréalisable. Il serait également faux du point de vue méthodologique d'écrire un ouvrage sur l'impérialisme contemporain sans prendre pour base les modifications économiques survenues pendant la guerre et après la guerre.

Lénine écrivait au sujet de Kautsky dans son ouvrage « *L'impérialisme et la scission du socialisme* » :

« Cette définition de Kautsky est, au point de vue théorique, absolument fausse./ Kautsky *dissocie* la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de déblayer la route à son plat réformisme bourgeois... »
(Lénine, « *Marx-Engels-Marxisme* », page 298.)

Bref, au lieu d'ajouter un second volume à mon ancien ouvrage, il faut écrire un nouveau livre sur les problèmes économiques et politiques de l'impérialisme d'après guerre, un livre qui soit exempt des erreurs réformistes que j'ai commises et que je viens de dire.

E. VARGA.